

Introduction

Ce fut une réelle coïncidence, mais la décision a été très révélatrice : deux semaines seulement après l'élection de son gouvernement en 1993, le Premier ministre Jean Chrétien a choisi comme première mission à l'étranger le sommet de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), tenu à Seattle. Depuis, les relations du Canada avec l'Asie et les pays du Pacifique ont exigé comme jamais auparavant une plus grande attention des citoyens et des décideurs canadiens. Cela n'est guère étonnant, car, vu sa taille et sa diversité stupéfiantes, sa croissance économique phénoménale et les multiples changements socio-économiques opérés, l'Asie-Pacifique exige de nouveaux efforts de compréhension des Canadiens et de leur gouvernement. Dans les années à venir, les événements dans cette région détermineront considérablement la prospérité de notre pays, notre sécurité dans le monde, et la perspective de partager des valeurs démocratiques dans une collectivité du Pacifique émergente.

Le présent essai vise à explorer certains des dangers qui guettent l'Asie-Pacifique, les promesses que recèle son avenir et les choix difficiles que les Canadiens auront à faire dans leur propre politique étrangère. Plus précisément :

- *jusqu'à quel point, et comment, les Canadiens devraient-ils promouvoir et protéger les droits de la personne en Asie-Pacifique?*
- *comment les Canadiens peuvent-ils aider les autochtones des pays de l'Asie-Pacifique à se faire entendre et à y trouver la place qui leur revient?*
- *comment les Canadiens peuvent-ils aider les sociétés de ces pays à passer d'une croissance désastreuse sur le plan écologique à une croissance axée sur le développement durable?*

Ce sont là trois questions distinctes et complexes en soi. Mais elles reposent toutes sur des enjeux aussi importants pour les sociétés de l'Asie-Pacifique que pour la nôtre, soit la démocratie, la promotion de sociétés civiles ouvertes dans lesquelles les citoyens peuvent mener une vie normale et jouir des libertés nécessaires et avoir la véritable possibilité de se gouverner.

Ce qui nous amène à aborder un autre thème : la démocratisation de la politique étrangère du Canada, et la nécessité qu'ont les Canadiens de choisir entre trois objectifs distincts. Ces objectifs, qui sont énoncés dans la politique étrangère 1995 du gouvernement canadien, sont la prospérité, la sécurité, et la projection des valeurs canadiennes, y compris les valeurs d'un gouvernement démocratique. Mais comme nous le verrons, en Asie-Pacifique, ce n'est pas toujours facile de poursuivre les trois objectifs en même temps, de façon à satisfaire tous les Canadiens ou tous les intérêts canadiens. Tout au long de